

Al-Sissi gagnera-t-il la guerre socio-économique et sera-t-il le Bonaparte égyptien de la révolution du Nil ?

Par Roland Lombardi, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Dans le concert d' « analyses » françaises sur l'évolution de l'Égypte, le président égyptien est victime d'un véritable « *Sissi bashing* ». Même si le Quai d'Orsay ne le pratique plus depuis l'achat par Le Caire de 24 *Rafale*, ce « *Sissi bashing* » a encore cours chez la plupart des observateurs.

Contrariés par une réalité égyptienne qu'ils avaient idéologiquement occultée et une évolution du pays qu'ils n'ont pas su anticipée, certains chercheurs français enragent littéralement de voir (et se refusent à l'admettre) la popularité toujours intacte du nouveau « dictateur ». Alors, les critiques fusent encore et toujours. Que cela soit au sujet de la répression, certes brutale, du régime mais aussi concernant les mesures touchant l'économie égyptienne, qui ne seraient, pour certains, sans efficacité et surtout que poudre aux yeux...

Mais qu'en est-il réellement ?

Le 6 août dernier, l'Égypte a donc inauguré, en grande pompe et avec une fastueuse cérémonie, la seconde voie du canal de Suez.

D'une longueur de 72 kilomètres, cette nouvelle voie a pour objectif de doubler la capacité du trafic de cette artère fondamentale qui relie la mer Méditerranée et la mer Rouge. D'après les estimations des autorités égyptiennes, d'ici 2023, 97 navires pourront emprunter quotidiennement le canal, contre 49 aujourd'hui. La nouvelle circulation dans les deux sens permettra aussi de réduire le temps d'attente des bateaux (18 à 22h actuellement contre 11h demain). Enfin, l'Égypte table ainsi sur un triplement à court terme des revenus du canal qui passeraient de 5 à 15 milliards de dollars par an.

Au-delà de son côté hautement symbolique, ce projet a littéralement enthousiasmé les Égyptiens puisque ce sont eux qui l'ont financé. D'ailleurs, il n'aura fallu que huit jours pour réunir l'équivalent de 9 milliards de dollars afin de lancer les travaux ! Ces travaux ont été réalisés en seulement un an, là aussi un record ! Même si des soldats et des conscrits, mal payés, ont grandement contribué à la rapidité de l'accomplissement de l'ouvrage...

Les Égyptiens, comme leurs aïeux antiques, ont toujours été passionnés par les grands travaux aux dimensions « pharaoniques ». C'est la raison pour laquelle, Sissi en avait fait les projets phares de ses promesses électorales. D'ailleurs, d'autres travaux de grandes ampleurs sont prévus. Comme le développement d'une grande plateforme industrielle et commerciale au bord du Canal avec notamment des ports et un grand centre de services pour les flottes commerciales. Celle-ci devrait permettre la création, selon les prévisions les plus optimistes, de plus d'un million d'emplois dans les décennies à venir. Il y a aussi le projet de la construction d'une nouvelle capitale administrative entre le Caire et Suez, la « Sissi-City » dont le coût s'élèverait à 45 milliards de dollars.

Cependant, malgré les félicitations et les encouragements du FMI ainsi que le retour en Égypte de nombreux investissements internationaux privés comme publics (grands groupes industriels, aides et fonds du Golfe, de l'UE, de la Russie ou de la Chine...), certains experts, échaudés qu'ils sont par les promesses non tenues et les échecs passés, comme le projet de *Tochka* sous Moubarak, estiment que cette politique de grands travaux, à haute intensité de main d'œuvre, sera insuffisante pour relancer la troisième économie de l'Afrique.

L'un des meilleurs spécialistes du sujet, le chercheur Jean-Yves Moisseron, estime quant à lui, et à juste titre, que « *le maréchal al-Sissi mène une politique keynésienne de relance à partir de grands travaux mais cette politique ne s'accompagne pas d'injections massives de revenus dans l'économie*

du pays ». L'économiste n'a pas tout à fait tort : pour relancer réellement une économie, les interventions keynésiennes ne suffiront pas. C'est d'une véritable et totale refonte de l'économie que l'Égypte a besoin pour vaincre la misère et le chômage qui touchent encore le pays malgré un frémissement d'amélioration.

Toutefois, il serait malhonnête de nier une certaine évolution, depuis l'arrivée au pouvoir de Sissi, de la mentalité de ceux qui détiennent entre leurs mains encore 20 à 40 % de l'économie du pays, à savoir les militaires.

Ainsi, depuis la destitution de Morsi, le gouvernement a lancé plusieurs programmes de relance budgétaire. Une partie de cette relance budgétaire est utilisée en investissements publics afin de stimuler la croissance à court et moyen termes. Les traitements des fonctionnaires ont été aussi augmentés et un système de contrôle des prix des produits alimentaires a été mis en place.

Une politique d'aide aux petites et moyennes entreprises (pour redonner espoir aux jeunes) et un système de subventions alimentaires et énergétiques (accordées prioritairement aux plus nécessiteux de la société égyptienne) ont aussi été instaurés. Ces mesures ont pour but de renforcer un programme de justice sociale qui protégera les pauvres tout en améliorant leur situation. Car le nouveau président doit impérativement combler le vide laissé par les services d'aides sociales sur lesquelles les Frères musulmans avaient construit leur popularité, leur influence et leur puissance. Sissi est aussi en train de réaliser un assainissement des finances publiques, d'accroître les recettes fiscales et d'œuvrer contre la corruption.

D'ailleurs, et on en parle peu, afin de préparer le terrain pour d'autres futures réformes dans le domaine de la lutte contre les trafics et la corruption, le gouvernement égyptien a déjà lancé un système de carte à puce pour la vente du *baladi*, ce pain plat égyptien que l'on appelle aussi *pita*. Ce système de carte à puce automatise aussi la distribution des carburants dans tout le pays pour enrayer la corruption qui touche les réseaux de distribution. L'Etat a ainsi établi une base de données unique des usagers qui permet d'améliorer le ciblage des bénéficiaires et éviter les abus.

En outre, Sissi semble conscient qu'une réforme profonde et structurelle de l'économie égyptienne, basée auparavant sur la rente, est nécessaire afin de la diversifier et de la rendre plus productive tout en lui permettant d'optimiser l'utilisation du formidable potentiel et des abondantes ressources du pays.

D'autres gigantesques plans de développement notamment dans le domaine de l'agriculture comme du transport (créations de nouvelles provinces, développement et modernisation de l'élevage et de l'irrigation des terres, créations d'usines agricoles, constructions de routes...) ont commencé.

De fait, on peut dire qu'avec le printemps arabe, les militaires égyptiens ont senti le vent du boulet. Le printemps du Nil leur a ouvert les yeux. N'étant pas stupides et afin de préserver certains de leurs intérêts, ils ont pris conscience de beaucoup de choses, d'où un volontarisme incontestable dans le domaine socio-économique afin de réformer au plus vite le système économique égyptien.

Sissi sait aussi pertinemment que ce sont moins des revendications démocratiques (pour une minorité) qu'un violent rejet de l'affairisme, du népotisme et de la corruption (pour la majorité) qui avait jeté la jeunesse égyptienne sur la place *Tahrir*.

L'ancien maréchal connaît la fameuse phrase de Napoléon : « *le peuple est le même partout. Quand on dore ses fers, il ne hait pas la servitude* ».

Pour l'instant, même s'il est critiqué pour son autoritarisme et ses méthodes brutales dans sa lutte contre ses opposants (surtout les Frères musulmans), le Président égyptien paraît avoir toutefois un réel sens du devoir, de l'Etat et surtout du bien commun. On le dit aussi honnête, droit et intègre. Mais il semblerait qu'il soit aussi chanceux !

En effet, ENI, le géant italien de l'énergie vient d'annoncer la découverte du "plus grand" gisement offshore de gaz naturel en Méditerranée, dans les eaux territoriales de l'Égypte.

Si les prévisions se révèlent justes, ce gisement pourrait représenter un potentiel de 850 milliards de mètres cubes, ce qui en ferait l'une des plus grandes réserves de gaz naturel au monde. Mais surtout il pourrait aider à couvrir les besoins en gaz naturel de l'Égypte durant des décennies, tout en ouvrant de nouvelles perspectives de développement pour le pays et les Egyptiens et peut-être aussi pour toute la région et même l'Europe.

Roland Lombardi,

Consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil